



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

**Secrétaire de séance**

MORVAN Marie-Claude

**Excusés**

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)  
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)  
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

**Absents**

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019  
Délibération n°DCC2019\_161

<b>Objet</b>	<b>Voirie d'intérêt communautaire - définition de l'intérêt communautaire</b>
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Services techniques
Thème	Aménagement

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSE DES MOTIFS :**

Dans un délai de deux ans à compter du transfert de compétence, la Communauté doit se prononcer sur la définition de cet intérêt communautaire à savoir les critères techniques et objectifs engendrant uniquement le transfert de certaines voies.

**La situation de la voirie d'intérêt communautaire proposée :**

Tronçon de voie communale aboutissant à l'échangeur de Guernévez RN 165 / RD 770 à Daoulas au vu de l'intérêt général que représente ce tronçon dans la desserte du secteur sud du territoire et au vu de la restructuration de l'échangeur en relation avec l'Etat et le Département.

**L'emprise de la voirie d'intérêt communautaire proposée :**

Ce tronçon concerne la route de Saint Urbain et aboutit au carrefour en T au droit de la bretelle de sortie (sortie Landerneau) de l'échangeur actuel de Guernévez. Il prend son origine au droit du n°17 Route de Saint Urbain et aboutit à la liaison de la bretelle de sortie de la RN 165 avec la RD 770 (cf plan joint en annexe).

Pour la voirie sus-mentionnée : seraient reconnus les éléments suivants, comme constitutifs de la voirie routière, et affectés aux besoins de la circulation :

- l'emprise de la route et son sous-sol, de talus à talus dès lors que ces talus participent au soutien ou à la protection de la chaussée et de ce fait sont classés dans le domaine public,
- les trottoirs accotements et fossés ainsi que les plantations d'arbres et espaces verts contenus dans cette emprise,
- les murs de soutènement dès lors qu'ils participent au soutien de l'emprise de la route et sont intégrés dans le domaine public,
- les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales de voirie (regard, bouches d'engouffrement),
- les installations implantées dans l'emprise de la route : bornes, panneaux de signalisations verticales (directionnelle et de police), pylônes et appareils destinés à la signalisation verticale, terres-pleins centraux formant des îlots de directionnels de sécurité, terres-pleins centraux, marquages horizontaux (passages piétons, stationnement), éclairage public exclusivement destiné à la sécurité de la circulation, mobiliers urbains,
- les pistes cyclables

Seraient exclus, les ouvrages suivants qui resteraient de la responsabilité des communes ou d'autres concessionnaires du domaine public et sans préjuger des clauses éventuelles d'autres conventions de mise à disposition ou de gestion :

- les réseaux électriques,

- les réseaux d'éclairage public d'ornementation,
- les réseaux gaz,
- mes réseaux d'eau potable,
- les réseaux de communications électroniques aériens ou sous-terrains.

La reconnaissance de l'intérêt communautaire « création, aménagement ou entretien de voiries d'intérêt communautaire » entraînerait notamment la mise à disposition de plein droit au profit de la Communauté des biens meubles et immeubles, à la date de ce transfert pour l'exercice de la compétence conformément aux dispositions des articles L1321-1 et 2 alinéas 1 et 2, L1321-3, L1321-4 et L1321-5 du CGCT,

En vertu de l'article 1609 nonies C IV du code général des Impôts (CGI) les parties concernées et la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) devront procéder à l'évaluation des charges transférées en vue d'impacter le plus justement et durablement possible l'attribution de compensation de chaque commune concernée.

#### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu l'annexe 1 précisant les limites d'emprise de la voirie d'intérêt communautaire  
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 25 novembre 2019  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 novembre 2019  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 1 octobre 2019

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique : Approuve la proposition de voirie d'intérêt communautaire suivante : tronçon de la route de St Urbain situé sur la commune de Daoulas tel que décrit dans la délibération et son annexe.**